

courrierinternational.com | Liz Alderman

À Oyonnax au cœur du paradoxe français, où 18 000 emplois sont à pouvoir



The New York Times s'est rendu à Oyonnax, où les entreprises produisant du plastique sont nombreuses à chercher de la main-d'œuvre. Paradoxalement, alors que la France affiche un taux de chômage parmi les plus élevés d'Europe, 18 000 postes ne sont pas pourvus.

Disséminées au milieu d'une vaste plaine alpine, des centaines d'usines fabriquent des bouteilles de parfum en [plastique](#), des pièces automobiles et des outils industriels. Des camions traversent les montagnes, embarquant dans leurs flancs des milliers de produits manufacturés destinés à l'exportation. "On recrute !" proclament des panneaux oscillant dans le vent et à l'entrée des bâtiments.

Les emplois ne manquent pas dans l'Ain, région manufacturière de l'est de la France surnommée la "Plastics Valley". Et pourtant les usines installées dans cette région forestière voisine de la Suisse ont ralenti leur production car elles peinent à trouver du personnel pour travailler dans une filière exigeant de plus en plus de compétences informatiques et numériques.

Un problème de main-d'œuvre

"C'est un frein à la compétitivité", reconnaît Gilles Pernoud, président et directeur exécutif du Groupe Pernoud, un spécialiste des moulages par injection qui fabrique des pièces automobiles pour BMW et plusieurs autres constructeurs. N'ayant pas pu trouver d'employés qualifiés acceptant de travailler en usine, il explique avoir dû renoncer à des contrats représentant près de 1 million d'euros au cours des deux dernières années.

"Nous avons besoin de gens qui maîtrisent les nouvelles technologies, explique Pernoud, en désignant une machine-outil dans un caisson de verre qu'un employé a programmée pour fabriquer un moule en acier de précision.

Mais les candidats ne se battent pas pour ce genre d'emplois."

Comme tant d'autres pays d'Europe, la France a un problème de main-d'œuvre. Sauf que dans ce pays où

des milliers de gens sont descendus dans la rue avec des [“gilets jaunes”](#) pour dénoncer les inégalités de revenus et le manque de perspectives économiques, la situation est quelque peu particulière.

18 000 postes à pourvoir

Alors que le taux de chômage dépasse les 8 % – soit le niveau le plus élevé d’Europe après l’Italie, l’Espagne et la Grèce –, près d’un quart des offres d’emploi ne trouvent pas preneur. Partout en France, des entreprises recherchent des plombiers, des ingénieurs, des serveurs ou des cuisiniers – et la liste est encore longue.

C’est dans le secteur industriel que la pénurie de main-d’œuvre est la plus criante : 40 % des entreprises font état d’un manque de personnel. Dans l’Ain, bassin manufacturier de l’industrie plastique et des pièces de machinerie, on dénombre pas moins de 18 000 postes à pourvoir.

La France doit rapidement trouver une solution. À peine remise d’une récession en deux temps provoquée par la crise financière, la croissance, qui avait atteint 1,7 % en 2018, connaît un nouveau ralentissement au moment où la reprise des économies européennes s’essouffle. Ainsi que la secrétaire d’État auprès du ministre de l’Économie et des Finances, Agnès Pannier-Runacher, l’a souligné : l’industrie ne contribue pas autant à la croissance qu’elle le pourrait à cause de la pénurie de main-d’œuvre.

Un problème d’image

La secrétaire d’État a récemment lancé une campagne de promotion de l’industrie, avec un coq en plastique gonflable de deux mètres de haut, symbole de la fierté française. La caravane du French Fab Tour a pour mission de présenter les usines comme des centres de production high-tech.

Concurrencée par des marques bon marché venues de Chine et d’Europe de l’Est – qui depuis plusieurs décennies provoquent la fermeture d’usines sur le territoire français –, l’industrie française souffre en effet d’un problème d’image. Ce secteur, qui représentait 25 % de l’économie dans les années 1960, a vu sa place réduite à seulement 10 % aujourd’hui. Les récentes fermetures des usines Ford, Alstom et Whirlpool n’ont fait qu’aggraver cette image de déclin.

Du point de vue des syndicats pourtant, le problème n’est pas tant la pénurie de main-d’œuvre que la faiblesse des salaires proposés par des entreprises qui se plaignent ensuite de ne pas trouver de candidats. Si les entreprises offraient des salaires plus élevés, ils trouveraient des employés.

Un manque de modernisation

D’autres estiment toutefois que le problème français est plus compliqué que cela.

“Le véritable problème est que l’industrie française reste moins modernisée qu’ailleurs en Europe, explique Patrick Artus, économiste en chef pour la banque Natixis, basée à Paris. Résultat, la productivité reste faible, ce qui empêche les entreprises d’augmenter les salaires.” Les entreprises doivent augmenter leurs investissements, ajoute-t-il.

Le président Macron s’efforce de lever certains obstacles, notamment en modernisant le système de formation professionnelle. À l’heure actuelle, seul un tiers des étudiants français optent pour une formation professionnelle ou l’apprentissage, ces filières débouchant sur des métiers jugés peu prestigieux dans un pays qui consacre plutôt les carrières académiques et les professions intellectuelles.

Une question de formation

À l’inverse, le moteur industriel de l’Europe, l’Allemagne, célèbre davantage le travail dans l’industrie. Près de la moitié des jeunes âgés de 16 à 24 ans entrent en apprentissage et commencent à travailler dans des usines Siemens, Daimler ou d’autres marques. En France, indiquent les entreprises, la formation est moins intensive et n’apprend plus aux apprentis les compétences qu’exigent aujourd’hui les employeurs.

La réforme du président Macron a relevé le plafond de l’âge limite des apprentis de 25 à 30 ans et facilite leurs possibilités d’emploi. Le gouvernement prévoit également de rembourser les entreprises recrutant des personnes en contrat d’apprentissage. Un million de demandeurs d’emploi peu qualifiés et un million de jeunes issus de quartiers défavorisés se verront proposer une formation aux technologies numériques. En outre, le versement des généreuses allocations-chômage est désormais plus étroitement assujéti à un retour rapide à l’emploi.

Mondialisation et concurrence

Dans l’Ain, pourtant, ces initiatives traînent à produire les résultats escomptés.

C’est dans les années 1920, avec l’expansion de la fabrication de peignes et autres accessoires, que la

région a commencé à devenir un centre de l'industrie plastique. L'activité s'est ensuite développée après la [Seconde Guerre mondiale](#) alors que la demande de produits plastiques, d'outils et de pièces de machinerie explosait.

Le développement de la plasturgie a fait la fortune d'Oyonnax, principale ville du département. Au début des années 1980, rappellent les habitants, c'est dans cette région que se trouvait la plus forte concentration de Ferrari en France.

L'industrie française n'a toutefois pas résisté à la mondialisation et à la concurrence de pays aux coûts de main-d'œuvre moins élevés et à la fiscalité avantageuse. La crise financière européenne a contraint les entreprises à se moderniser rapidement. Les usines françaises peinent aujourd'hui à recruter des codeurs et des programmeurs capables de travailler sur des lignes de production de plus en plus automatisées. Comme le confirme Damien Petitjean, proviseur du lycée Arbez-Carme d'Oyonnax :

Nous avons du mal à faire comprendre aux gens que le travail n'a rien à voir avec ce qu'il était il y a quelques dizaines d'années."

L'industrie plastique boudée par les jeunes

La plasturgie est particulièrement difficile à promouvoir, poursuit Petitjean, alors que [l'impact environnemental de la culture du jetable](#) suscite de plus en plus d'inquiétudes.

Le lycée d'Oyonnax était autrefois spécialisé dans la formation aux métiers de l'industrie. Puis son cursus s'est rapproché de la filière généraliste dans les années 1970, reflétant le déclin du secteur secondaire. Aujourd'hui, il en revient aux diplômés techniques, en collaboration avec des entreprises et des instituts de recherche.

Pourtant, seule la moitié de ses 1 100 étudiants s'inscrit à ce genre de diplômes, déplore Petitjean. L'an dernier, ils n'ont été que quarante à choisir l'industrie plastique.

Salaires bas et charges élevées

Le niveau des salaires est la principale raison de ce faible intérêt des étudiants.

Les salaires dans l'industrie ont connu une amélioration constante au cours des vingt dernières années, augmentant de 2 % l'an dernier. Néanmoins, le salaire d'entrée dépasse à peine de quelques centaines d'euros le salaire minimum établi en France à 1 521 euros mensuels. Les petites et moyennes entreprises, qui forment la colonne vertébrale de l'industrie française, affirment qu'elles ne peuvent pas faire mieux en raison du haut niveau de charges sociales qu'elles doivent verser pour financer le système de santé, l'éducation et les allocations-chômage.

"En France, les charges patronales représentent 40 % du salaire d'un employé", rappelle Stéphane Vandenaabeele, directeur d'UNT, une société qui fabrique des outils de précision pour l'horlogerie et la lunetterie. Il a récemment perdu un employé qualifié, recruté par un concurrent suisse qui lui offrait près du double de son salaire net de 2 800 euros. Le Suisse ne payant que 12 % de charges, Vandenaabeele n'était pas en mesure de rivaliser.

Attirer les candidats à l'étranger

Les employeurs de la Plastics Valley tentent de plus en plus d'attirer les salariés d'entreprises concurrentes ou d'imaginer des solutions créatives.

Gilles Pernoud a par exemple embauché un technicien du Portugal pour pourvoir l'un des postes parmi la dizaine qui sont aujourd'hui vacants dans son entreprise de 110 personnes. Il a beau proposer jusqu'à 3 000 euros de salaire par mois pour un emploi d'ingénieur, peu de candidats se montrent intéressés en France. Mais au Portugal, où le salaire moyen tourne autour de 1 900 euros, cela représente une coquette somme, précise Pernoud, qui espère pouvoir recruter rapidement quatre autres personnes.

Je n'ai pas d'autre choix que de me tourner vers l'étranger, explique-t-il. Sinon, je ne peux pas développer mon entreprise."

Réseaux sociaux et intérim

À dix minutes de là, la direction de la société PRP Creation, qui fabrique des bouteilles en plastique pour l'industrie cosmétique et travaille avec des marques de luxe telles que Dior, Chanel ou Estée Lauder, a trouvé une solution partielle à ce problème en publiant ses offres d'emploi sur Facebook, Twitter et LinkedIn.

Le directeur exécutif, Joël Viry, indique que bon nombre de ses 175 employés travaillent sur des lignes de production classiques. Sa tactique pour attirer les employés : entretenir de bonnes relations avec son personnel. Fils de chaudronnier, il sillonne souvent les allées de son usine pour discuter avec les employés

où travaillent également des seniors et où plus de trente nationalités sont représentées.

Autre constante, la présence à tout moment d'au moins quarante jeunes en contrat d'intérim, recrutés pour se faire une expérience.

L'union fait la force

D'autres entreprises craignent que la mise en œuvre des mesures du gouvernement ne prenne trop de temps et ont décidé d'unir leurs forces pour créer leurs propres programmes de formation.

C'est le cas de MLT Belin, un fabricant d'outils pour les industries plastique, automobile et aérospatiale. Bertrand Lefevre, son PDG, s'est associé à quatre autres entreprises pour proposer une expérience professionnelle concrète à des demandeurs d'emploi. Récemment, huit jeunes gens, penchés sur une machine fabriquant des pièces de perceuse de haute précision, étaient occupés à apprendre comment programmer des équipements robotiques.

“C'est à nous de prendre les choses en main”

Âgé de 23 ans, Mohamed El Hmidi a surtout travaillé dans le bâtiment et cumulé les petits boulots. C'est à l'agence Pôle Emploi d'Oyonnax qu'il a entendu parler de cette possibilité de formation chez LMT Belin, il y a quelques mois. Il a sauté sur l'occasion.

“C'est l'avenir”, déclare-t-il en désignant d'un geste la rangée de machines automatisées, programmées par les employés. Il a déjà visité les quatre autres sociétés associées à LMT Belin sur ce programme. Il explique :

Ici, on s'initie aux nouvelles technologies.”

Pour Lefevre, il s'agit d'une petite victoire dans le grand combat pour la survie économique. Et il conclut :

On ne peut simplement plus se plaindre de ne pas trouver de personnel qualifié. C'est à nous de prendre les choses en main.”